



INTERNATIONAL CENTRE FOR
TRADE AND SUSTAINABLE
DEVELOPMENT



enda-tiersmonde

Passerelles

Synthèse Mensuelle Bulletin Électronique

23 décembre 2004

Volume 3, Numéro 12

LIGNE DE FOND.....	1
Négociations sur l'Agriculture : Les Membres doivent convenir de "pré-modalités " d'ici août 2005	1
Conseil Général : Les Membres font le point sur l'année écoulée et manifestent leurs attentes pour 2005	3
Le Comité des Négociations Commerciales (CNC) enregistre les Rapports des Présidents et se projette sur 2005.....	4
NOUVELLES DE L'OMC	6
Conseil des ADPIC: Quelques avancées sur les liens entre l'Accord ADPIC et la question de la biodiversité et des savoirs traditionnels.....	6
Textiles : Les enjeux liés à la suppression des quotas continuent de peser sur les débats.....	7
Négociations post-juillet 2004: Les négociateurs africains auprès de l'OMC examinent l'Accord-Cadre du 1er août et adoptent leur feuille de route à Tunis	8
SUR LE FIL	11
Régime sucrier européen : Le parlement européen se prononce sur le projet de réforme	11
Coton ouest africain : L'Assemblée parlementaire européenne se penche sur le dossier.....	12
En visite en Afrique de l'Ouest, Zoellick réitère les positions américaines sur le coton et rappelle les avantages de l'AGOA et du MCA.....	13
Accès aux médicaments : Le Sénégal pourra bénéficier de licences obligatoires de la France	14
EVENEMENTS	15
PUBLICATIONS.....	16

LIGNE DE FOND

Négociations sur l'Agriculture : Les Membres doivent convenir de "pré-modalités " d'ici août 2005

Les délégués ont, le 17 décembre, conclu leur dernière " semaine de l'agriculture " de l'année, avec un appel du président Groser à convenir de " pré-modalités " d'ici mi 2005, pour que les Membres arrivent à un accord lors de la sixième conférence ministérielle de l'OMC à Hongkong, en décembre. La semaine de l'agriculture était la troisième série de discussions sur l'agriculture depuis le paquet de juillet et a démarré par des discussions informelles du 13 au 15 décembre. Parmi les questions débattues durant la semaine, figuraient la formule de réduction tarifaire et un document présenté par le G-33 (" amis des produits spéciaux ") sur le mécanisme de sauvegarde spéciale (MSS) en faveur des pays en développement.

Groser met en évidence les progrès

Lors de la réunion formelle de la session spéciale (de négociation) du Comité de l'agriculture qui, le 17 décembre, concluait les négociations de la semaine, le président Groser a résumé les discussions et donné quelques indications sur ce qui était nécessaire pour faire avancer le processus. Selon Groser, des travaux techniques significatifs ont certes eu lieu depuis juillet, mais il en fallait davantage. Pour se concentrer sur le processus et réaliser des résultats tangibles, il a proposé que les Membres produisent une " première approximation " ou esquisse des modalités (formules pour les négociations) avant les vacances annuelles de l'OMC à partir de juillet 2005. Ceci serait ensuite

intégré dans un accord sur les modalités effectives, devant être convenues lors de la sixième Conférence ministérielle de l'OMC de décembre, à Hongkong. Le calendrier proposé par l'UE, le Japon et le G-20 (qui comprend entre autres le Brésil, l'Inde et la Chine) serait ainsi respecté. Invitant vivement les Membres à éviter la rhétorique politique à ce stade, Groser a observé : " Derrière toute question technique se trouve une question politique, mais à la base de toute question politique se trouvent des questions techniques que nos ministres ne peuvent vraiment pas être tenus de résoudre. "

Les négociations durant la semaine de l'agriculture se sont déroulées dans trois configurations différentes : une session de négociation informelle ouverte à l'ensemble des Membres qui a permis la formulation de déclarations générales sur les questions à l'examen ; des consultations techniques plus concentrées, à participation non limitée, qui ont examiné les questions de manière plus approfondie ; et des consultations en groupes restreints impliquant des experts techniques. Groser a spécifié que cette configuration cherchait à répondre aux objectifs divergents de la transparence et de l'efficacité. Exprimant leurs réactions, un certain nombre de membres ont appuyé le processus. Des Membres ont appelé à davantage de transparence, en suggérant que certaines des discussions techniques des groupes restreints soient projetées en vidéo dans une autre pièce pour que les autres délégués les entendent et en tirent des leçons, ou que des rapports écrits des réunions soient fournis.

Pas de progrès sur la formule de réduction tarifaire

Lors des discussions informelles menant au 17 décembre, les Membres ont débattu - pour la première fois depuis le Paquet de juillet - de questions liées à la formule de réduction tarifaire. Les délégués seraient restés sur leurs anciennes positions. Des pays tels que les Etats-Unis et les Membres du G-20 ont appuyé la formule " suisse ". L'UE et le groupe du G-10 de pays développés importateurs de produits agricoles sont restés en faveur de la formule " Cycle d'Uruguay ", qui fixe une réduction tarifaire moyenne avec une réduction

minimale par ligne tarifaire. Dans le Paquet de juillet, les Membres convenaient de s'appuyer sur une approche " groupée " ou " étagée " qui classe les droits de douane en différents groupes pour la réduction à partir des taux consolidés, les droits élevés étant réduits davantage que les droits plus faibles. En outre, avec l'appui des Etats-Unis, le G-20 a mis l'accent sur le fait que les droits de douane non ad-valorem (les droits fondés sur des facteurs autres que le prix, par exemple le volume) doivent être convertis en équivalents ad-valorem (droits fondés sur les prix à avant que la formule finale ne puisse être convenue. L'UE et le G-10 ont fait part de leur désaccord, en faisant valoir que ceci ralentirait considérablement le processus.

Le G-33 présente les Produits spéciaux

Au début de la semaine de l'agriculture, le G-33 a présenté une communication sur le mécanisme de sauvegarde spéciale (MSS) qui fournira aux pays en développement une protection contre les brusques poussées des importations. La communication note que les dispositions de sauvegarde existantes n'ont pas été adéquates " pour prendre en compte les préoccupations des pays en développement Membres liées à la stabilisation des marchés nationaux et au contournement des hausses soudaines des importations qui menacent de perturber la production intérieure et l'emploi. " Le MSS doit donc être une amélioration par rapport aux sauvegardes existantes. La présentation met également en évidence les expériences des pays en développement Membres par rapport aux sauvegardes existantes, en notant que ces pays manquent souvent de capacité pour suivre les procédures rigoureuses et que dans une situation où la plupart des agriculteurs font de la culture de subsistance, il est difficile d'établir le lien de cause à effet nécessaire entre les importations et le préjudice. La communication a également noté d'autres contraintes inhérentes aux mécanismes de sauvegarde existants.

La communication propose donc de " s'appuyer sur les flexibilités ancrées dans les dispositions de sauvegarde existantes, plutôt que de les retirer. " Elle fournit les paramètres généraux suivants pour

les négociations sur les modalités pour le MSS : la mesure de sauvegarde devrait être automatiquement déclenchée ; elle devrait être disponible pour tous les produits agricoles ; il faudrait envisager des sauvegardes déclenchées à la fois par le prix et par le volume ; les droits additionnels comme les restrictions quantitatives devraient être envisagés comme mesures de réponse ; et le mécanisme devrait être simple, efficace et facile à mettre en œuvre.

Le Kenya, les Philippines, la Chine et le Brésil ont appuyé le document ; le Kenya ajoutant qu'aucune restriction ne devrait être placée sur le MSS afin de permettre aux pays de prendre en compte de manière effective les brusques poussées des importations et les fluctuations des prix. Des pays développés Membres dont l'UE, les Etats-Unis et la Nouvelle-Zélande ont formulé quelques commentaires et objections. L'UE et les Etats-Unis n'ont pas appuyé l'élargissement du MSS à tous les produits agricoles, préférant négocier des critères pour les moyens de limiter sa portée. Dans un tel scénario, le MSS pourrait ne s'appliquer qu'aux produits alimentaires de base ou aux produits nécessaires pour assurer la sécurité alimentaire. Les pays ont ajouté que le MSS pourrait s'appliquer à des produits ayant déjà des droits de douane faible afin de faciliter le processus général de libéralisation.

Le démarrage de la prochaine semaine de l'agriculture est fixé au 7 février 2005.

Conseil Général : Les Membres font le point sur l'année écoulée et manifestent leurs attentes pour 2005

Le Conseil Général a tenu sa dernière réunion de l'année le 13 décembre dernier et a procédé à l'évaluation des progrès réalisés durant l'année 2004. Il a en outre adopté la demande d'adhésion de l'Irak et de l'Afghanistan, fortement soutenus par les Etats-Unis, tout en rejetant, encore une fois, la demande d'accession formulée par l'Iran.

L'Iran victime de la politique sécuritaire des Etats-Unis ?

La porte de l'OMC reste donc fermée pour l'Iran qui cherche à rejoindre l'organisation commerciale multilatérale sans succès depuis quelques années. Les Etats-Unis se sont toujours opposés à une telle éventualité, avançant l'argument que le régime politique en vigueur en Iran est peu favorable au libéralisme et à la démocratie. Ces arguments entrent dans le cadre des sanctions économiques prises par Washington à l'encontre du gouvernement iranien soupçonné de développer des armes nucléaires et de soutenir le terrorisme.

Certains pays membres, dont la Chine ont pourtant essayé de soutenir la demande iranienne en accusant les Etats-Unis de faire passer des considérations politiques et stratégiques avant les règles du commerce mondial. Déjà à la première réunion de l'année du CG en février 2004, (http://www.ictsd.org/pass_synthese/04-02/story1.htm), l'Iran, qui théoriquement a rempli tous les critères pour commencer les négociations en vue de son accession, avait encore une fois été victime des réticences des Etats-Unis. L'Union européenne, appuyée par la Chine, Cuba, la Malaisie, l'Inde, le Pakistan, le Venezuela, l'Indonésie, la Suisse, Haïti et la Nouvelle Zélande s'étaient d'ailleurs démarqués des positions américaines, faisant observer que l'Iran a rempli toutes les conditions techniques pour entamer les pourparlers avec l'OMC.

Alors que le ministre irakien du commerce, Mohammed Al-Jibouri, se réjouissait des avantages économiques et sociaux que la ré-intégration de l'Irak dans le système commercial multilatéral allait avoir pour son pays, d'autres membres ont, selon des sources, exprimé leurs préoccupations quant à la capacité de l'Irak et de l'Afghanistan de tirer réellement profit des disciplines et règles de l'OMC eu égard à leur situation politique plus que précaire.

D'autres affaires importantes passées en revue

La Chine a soumis son examen transitionnel au CG et les Membres ont aussi adopté les rapports

annuels de plusieurs organes de OMC dont l'ORD, le Comité du commerce et du développement et le Conseil Général.

Le Bénin et le Burkina, deux pays d'Afrique de l'ouest très concernés par le dossier coton à l'OMC, ont remercié Directeur général, Supachai Panitchpakdi, pour son rapport (WT/GC/83, disponible en ligne à <http://docsonline.wto.org>) sur les aspects de l'assistance au développement dans l'accord-cadre de juillet. L'Ouganda a saisi cet occasion pour rappeler aux Membres qu'il est lui aussi concerné par les problèmes relatifs au commerce coton.

En tant que président du Comité des Négociations Commerciales (CNC), Supachai a fait un rapport au CG sur le travail effectué dans cet organe. Tous les organes de négociations établis dans le cadre du programme de Doha soumettent un rapport au CNC. La Suisse a salué le travail effectué dans les pourparlers relatifs aux indications géographiques tandis que le Nigeria a exprimé ses préoccupations et fait part de son souhait de voir le processus devenir plus transparent et plus participatif au cours de l'année à venir pour mieux prendre en compte les préoccupations de développement.

Parlant au nom des PMA, la Zambie a demandé l'aide des pays développés et en développement en faveur de cette catégorie de Membres. Reliant ses commentaires avec les débats en cours à l'OMC sur la question de la facilitation des échanges, la Zambie a fait savoir que l'accès aux marchés seul ne pourrait suffire à cerner les problèmes que rencontrent les PMA. Il convient en plus, selon elle, d'aborder les contraintes internes qui entravent leurs efforts.

Le Honduras et le Guatemala ont exprimé leur souhait de se voir dédommager à cause des nouvelles contraintes auxquelles ils font face et qui sont engendrées par l'élargissement de l'UE qui est passée de 15 à 25 membres en mai 2004. Aux termes du GATT de 1994, un pays est fondé à demander des compensations lorsqu'il s'estime lésé par l'entrée en vigueur d'une nouvelle union douanière. Alors que ces pays demandent

l'ouverture de consultations pour clarifier ce problème, l'UE quant à elle n'en voit pas la nécessité, arguant qu'il s'agit là d'un problème pouvant être abordé dans le cadre bilatéral. Le président a promis de poursuivre la réflexion sur ce dossier.

A quelques jours d'une nouvelle année de négociations, les Membres envisagent les consultations en vue du remplacement de quelque 37 présidents d'organes de l'OMC. Le secrétariat de l'OMC a mis en circulation une liste de pays ayant dirigé des organes ces quatre dernières années et voudrait veiller à ce que les postes soient distribués équitablement entre tous les Membres.

Le Directeur général a aussi saisi les Membres, par écrit, au sujet du 10ème anniversaire de l'OMC qui devrait être fêté en janvier 2005. Il a ainsi informé les membres que le rapport Sutherland, du nom de l'ex-président du GATT/OMC, qui l'a rédigé en collaboration avec Jagdish Bhagwati de l'université Columbia, sera distribué à la mi-janvier 2005. Le rapport devrait couvrir des sujets tels que les procédures de prise de décision au sein de l'OMC, la transparence interne et externe de l'OMC, ainsi que la position des pays en développement dans le système commercial multilatéral.

La prochaine réunion du CG est prévue les 15 et 16 février 2005. Le CG se réunira cependant le 26 janvier pour discuter du recrutement du prochain Directeur général de l'OMC. Les candidats devraient faire leur présentation lors de cette réunion.

Le Comité des Négociations Commerciales (CNC) enregistre les Rapports des Présidents et se projette sur 2005

Au cours de sa session du 9 décembre dernier, le Président du Comité des Négociations Commerciales (CNC) a déclaré qu'il projetait de lancer des consultations dès le début de l'année

prochaine pour emmener les Membres à une "réflexion collective" sur les objectifs communs de 2005.

En dépit des craintes que les négociations pourraient être bloquées par les périodes de transition ou d'incertitudes politiques aux Etats Unis et au niveau de l'UE, le Directeur Général de l'OMC, Supachai, a indiqué que "les événements politiques récents chez quelques Membres ne semblent pas avoir mené à une période de rupture ou de transition". Et d'ajouter que le représentant américain au commerce Robert Zoellick était maintenu à son poste et que le tout nouveau commissaire européen au commerce, Peter Mandelson, continue d'affirmer que son objectif prioritaire est de conclure le Cycle de Doha.

Les Rapports des Présidents déposés

Les Présidents des Comités sur l'Accès aux Marchés pour les produits non agricoles (AMNA), de l'agriculture, des services, de la facilitation des échanges et du Comité du Commerce et du Développement ont rendu compte au CNC de l'état d'avancement - de non-avancement dans la plupart des cas - des négociations sur ces différents points depuis le mois d'octobre dernier.

Le Président du Comité AMNA, l'Ambassadeur Stefan Johannesson d'Islande a signalé que bien que les Membres aient exprimé leurs positions, il n'y a pas eu d'avancées significatives. Il a invité les Membres à plus de pragmatisme en passant des interminables exercices de clarification à l'étude de questions plus substantielles, pour donner plus de sens à la négociation. Le Brésil a noté que les Membres sont en désaccord sur certains des aspects centraux des discussions. Trinité-et-tobago, parlant au nom des pays ACP, a souligné que les négociations sur AMNA doivent favoriser l'éclosion d'instruments et d'espaces politiques en vue d'aboutir à des dispositions visant l'élargissement de la base et des capacités industrielles encore étroites des pays ACP. Le tout dans l'objectif de sauvegarder le processus de développement. Pour sa part, l'Ambassadeur Tim Groser de la Nouvelle Zélande, Président de la session spéciale du Comité de l'agriculture a insisté

sur le fait que bien que les négociations aient tiré bénéfice d'une haute attention politique, aucun progrès significatif n'avait été noté devant la complexité des questions techniques en question. Dans son rapport au CNC, il a noté qu'il y aurait cinq "semaines d'agriculture" entre février et juillet 2005 qui seront précédées de séries de consultations informelles.

L'Ambassadeur Alejandro Jara du Chili, Président la session spéciale du Conseil du commerce des services, a informé le CNC de nouvelles offres de services du Salvador, de Malaisie et d'Egypte. Cependant, il a noté qu'il "s'inquiétait" qu'approximativement 45 offres demeurent exceptionnelles, et a précisé que les négociations manquaient de substance (8 décembre 2004). Plusieurs pays ACP ont noté que jusqu'à présent, la libéralisation des services prônée n'est pas de nature à gommer les "déséquilibres dans la capacité, l'efficacité et la compétitivité qui existent entre les Membres."

Quelques Membres ont essayé de mettre en exergue l'importance de l'agriculture sur les négociations globales, tout en soulignant l'importance des négociations sur les services. D'autres leur ont rétorqué que l'agriculture restait le point central. A cet égard, Supachai a indiqué que les Membres doivent identifier les liens entre les positions de négociation dans les différents secteurs de négociations tels que l'agriculture, l'AMNA et les services.

L'Ambassadeur malaisien Muhamad Noor Yacob, Président du tout récent Groupe de négociation sur la facilitation des échanges, a indiqué que les deux réunions tenues jusque là se sont focalisées sur les aspects organisationnels et procéduriers liés au lancement des négociations, avec des communications de la CNUCED, de la Banque Mondiale et de l'Organisation Mondiale des Douanes (OMD).

Le Président de la session spéciale du Comité du Commerce et du Développement, Faizel Ismail de l'Afrique du sud, a indiqué que très peu de progrès ont été notés sur les 88 propositions sur le

Traitement Spécial et Différencié (TSD). Il a émis le vœu que les négociations se focalisent sur les thématiques qui ont sous tendus les différentes propositions pour être vraiment productives. Les pays ACP Membres ont insisté sur le fait que leur priorité était d'arriver à une solution rapide sur un accord sur le TSD pour lui donner une consistance économique et le rendre plus précis, plus effectif et plus opérationnel.

Les spéculations sur le processus pré-Hong Kong continuent

Le Brésil, la Suisse, Singapour et Hong Kong ont suggéré que la conférence ministérielle de décembre 2005 à Hong Kong vise à parvenir à des modalités sur l'agriculture et sur l'AMNA. L'UE le Japon soutiennent pour leur part qu'en principe, la ministérielle de Hong Kong devrait consacrer la conclusion du Cycle de Doha. Le représentant américain au commerce, Robert Zoellick a pour sa part déclaré, lors d'une conférence de presse le 7 décembre dernier, qu'il souscrit pour une conclusion du Cycle en 2006, mais que beaucoup de choses doivent être coordonnées et menées à bien d'ici là.

Les observateurs s'attendent à ce que plusieurs réunions "mini-ministérielles" soient tenues durant les mois à venir pour examiner l'état d'avancement des négociations et se préparer pour Hong Kong. Un certain nombre de rencontres pareilles des ministres du commerce des principaux Membres de l'OMC ont été tenues avant les conférences ministérielles de Doha en 2001 Doha et de Cancun en 2003. Bien qu'elles suscitent souvent des critiques à cause de leur supposé manque de transparence et de l'exclusion de la plupart des Membres de l'OMC, ces mini-ministérielles sont perçues par les puissances économiques Membres comme un excellent forum de discussion pour mieux préparer les négociations à venir.

La Chine, qui est un participant régulier aux mini-ministérielles, a appelé à la prudence pour que les pays non participants ne sentent pas exclus du processus de négociation. Déjà, un petit groupe de ministres du commerce projettent de tenir une réunion d'une demi-journée à Davos, en Suisse, en

marge du Forum Economique Mondial en janvier. Les organisateurs de cette réunion refusent de la considérer comme une mini-ministérielle, mais on s'attend à ce que les participants se focalisent sur des thématiques liés à l'OMC, comme cela avait été le cas l'année dernière. Quelques Membres sont en train de projeter une mini- ministérielle à Mombasa, au Kenya, en février ou mars. D'autres mini-ministérielles sont annoncées pendant la conférence ministérielle de l'OCDE en mai 2005 et lors du sommet de l'APEC en novembre 2005.

La prochaine réunion de CNC sera tenue le 14 février 2005.

NOUVELLES DE L'OMC

Conseil des ADPIC: Quelques avancées sur les liens entre l'Accord ADPIC et la question de la biodiversité et des savoirs traditionnels

Réunis les 1er et 2 décembre derniers au Conseil des ADPIC, les Membres de l'OMC ont tenté de faire avancer leurs discussions autour des questions relatives aux liens entre l'Accord ADPIC et la diversité biologique en se basant sur une nouvelle proposition (disponible sous la côte IP/W/438) mise sur la table par la Bolivie, le Brésil, l'Inde, Cuba, l'Equateur, le Pakistan, le Pérou, le Venezuela et la Thaïlande. Même si dans les débats sur l'accord ADPIC de nombreux pays sont restés sur leurs positions, on a noté sur la question spécifique de la biodiversité des savoirs traditionnels et du folklore, une volonté de Membres d'aller de l'avant et d'aborder les questions de fond.

La nouvelle proposition soumise lors de la réunion a mis l'accent sur la question du consentement préalable, l'un des trois éléments qui composent la liste présentée en mars dernier par un certain nombre de pays en développement, pour servir de base aux négociations sur la diversité biologique. Cette liste comprend, outre la question du

consentement préalable, le partage des avantages et la révélation de l'origine.

La soumission a porté une attention particulière à l'article 15 de la convention sur la diversité biologique qui oblige chaque partie contractante à révéler l'obtention d'un consentement préalable en connaissance de cause pour tout brevet portant sur des ressources biologiques, à moins que cela ne soit autorisé par le pays qui fournit ces ressources.

Nombre de pays restent cependant sur leurs positions et ne partagent pas l'idée de faire de la divulgation de l'origine ou de l'obtention d'un consentement préalable un pré-requis pour un brevetage dans les ressources biologiques. Les Etats-Unis en particulier estiment qu'il n'existe aucun conflit entre l'accord ADPIC et la convention sur la diversité biologique (CDB) et que, par conséquent, l'obligation de la divulgation introduit une complexification inopportune dans le système international des brevets. La démarche des Etats-Unis est de mettre en avant une approche contractuelle.

Dans une nouvelle proposition, la Suisse a quant à elle réaffirmé son attachement à une approche volontaire pour révéler ou non l'origine d'une ressource génétique ou d'un savoir traditionnel dans un processus de brevetage. Elle a toutefois rappelé aux Membres que l'Organisation Mondiale de la Propriété Intellectuelle offrait plus d'atouts que l'OMC pour traiter de questions relatives à cette question. D'autres pays ou groupes n'ont pas encore adopté une position claire sur la question de la divulgation préalable et restent donc dans une posture jusqu'ici attentiste. C'est le cas de la Nouvelle Zélande, de l'Australie et de l'Union Européenne. Cette dernière estime que simplement que le système de divulgation devrait être plus approprié.

Le Canada lance un défi aux partisans des trois approches

Le Canada est intervenu dans le débat autour des approches devant servir à résoudre les conflits potentiels entre l'accord ADPIC et la CDB pour lancer un défi aux Membres qui ont opté chacun

pour l'un des trois approches, volontaire, obligatoire ou basé sur le contrat, en leur demandant de se référer à quelques cas de "mauvais brevets" et de montrer comment leurs approches aurait pu aider à les éviter. Il a cité en particulier les cas du riz basmati.

Cette démarche du Canada a été soutenue par l'Australie et la Nouvelle Zélande, confirmant du coup, leur demande pour une évaluation de l'impact de chacune de ces trois méthodologies sur des cas concrets.

Les discussions en cours au Conseil des ADPIC sur les relations entre la CDB et la protection des ressources biologiques et du savoir traditionnel entrent dans le cadre de la révision de l'article 27.3 (b) et l'article 71.1 de l'Accord ADPIC, conformément au mandat donné dans le paragraphe 19 de la déclaration de Doha.

La prochaine réunion du Conseil des ADPIC est prévue les 8 et 10 mars 2005.

Textiles : Les enjeux liés à la suppression des quotas continuent de peser sur les débats

Les débats sur les enjeux de la fin des quotas dans le secteur du textile se sont poursuivis en s'intensifiant au sein du Conseil du Commerce des Marchandises lors de sa réunion du 25 novembre et au sein du Comité du commerce et du développement réuni le 26 novembre. Alors qu'on s'achemine inexorablement vers l'expiration de l'Accord sur les Textiles et les vêtements (ATV) prévue pour la fin de l'année, la plupart des espaces de négociations semblent offrir des opportunités pour les pays en développement pour poser la question de la nécessité d'un ajustement de leurs économies face aux bouleversements qui seront engendrés par la disparition des quotas.

Les discussions se sont donc poursuivies au Conseil du Commerce des Marchandises sous la présidence de l'ambassadeur Coréen Choi Hyuck, pour

examiner le projet de rapport sur la dernière phase de la mise en œuvre de l'ATV que les Membres doivent soumettre au conseil général. Le Conseil a cependant dû suspendre l'examen et l'adoption du rapport pour continuer à discuter sur des questions de fond telles que les ajustements nécessaires pour faire face aux contraintes qui devraient voir le jour dans la période " post-quota ". Ces questions ont d'ailleurs déjà fait l'objet de vives préoccupations exprimées par un groupe de pays en développement comprenant le Bangladesh, la République Dominicaine, les îles Fiji, la Jamaïque, Madagascar, l'île Maurice, la Mongolie, le Nepal, le Sri Lanka et l'Ouganda dans une soumission présentée au Conseil des marchandises le 1er octobre. Dans cette proposition, ces pays ont appelé l'OMC à se pencher sur la question de l'ajustement et des coûts qui seront engendrés par l'expiration de l'ATV et à mettre en place un programme de travail ayant pour mission de chercher des solutions aux problèmes d'ajustement identifiés.

Mais compte-tenu de l'impact tout particulier que ces changements auraient sur les PMA, l'ambassadeur Hyuck a affirmé que le président du sous-comité pour les PMA est en train d'envisager la possibilité d'engager le secrétariat de l'OMC dans une étude sur la compétitivité des PMA dans le secteur des textiles à la fin de l'ATV. A cette demande, le Sri Lanka et la Turquie ont répondu que la question de la compétitivité dans le commerce mondial des textiles est une source de préoccupations pour beaucoup de pays en développement et pas seulement pour les PMA.

Si les Membres reconnaissent ensemble la nécessité de poursuivre les discussions notamment sur la question des ajustements nécessaires dans la période post-quotas, l'espace dans lequel se tiendra de telles discussions semble cependant les diviser. Pour un groupe de pays comprenant le Sri Lanka, la Zambie (représentant les PMA), l'Ouganda, la Turquie, le Bangladesh, la Tunisie, les Etats-Unis, l'Union Européenne, la Jordanie, Trinidad et Tobago, la République dominicaine et la Mongolie, les problèmes liés à l'ajustement demeurent dans l'agenda du Conseil des

marchandises, alors que d'un autre côté, la Chine, l'Inde et le Pakistan estiment qu'il n'existe aucun consensus sur cette question et que la question doit plutôt être déplacée vers le sous-comité pour les PMA.

Le programme d'assistance technique pour 2005 non encore adopté

La réunion du Comité du Commerce et du Développement du 26 novembre n'a pas réussi à approuver le plan d'assistance technique élaboré au titre de l'année 2005 pour le renforcement des capacités des membres à prendre une part plus active dans les négociations afin de profiter des bénéfices promis par la libéralisation du commerce. Les blocages sont engendrés par l'opposition de la Chine, de l'Inde, le Pakistan et de Hong Kong à l'idée d'organiser des dialogues régionaux sur " l'environnement post-ATV et les négociations sur l'accès aux marchés dans le cadre du programme de Doha pour le développement ".

Négociations post-juillet 2004: Les négociateurs africains auprès de l'OMC examinent l'Accord-Cadre du 1er août et adoptent leur feuille de route à Tunis

Des négociateurs africains basés à Genève, des officiels, des universitaires et des représentants d'organismes régionaux et internationaux se sont réunis du 25 au 26 novembre, à Gammarth, en Tunisie, pour discuter des principales questions techniques et stratégiques relatives à l'Accord-Cadre adopté par les Membres de l'OMC le 1er août 2004.

La réunion était organisée conjointement par la Commission Économique des Nations Unies pour l'Afrique (CEA), le PNUD, la BAD et l'Union Africaine. Elle avait pour objectif d'aider les pays africains à développer et à affiner leurs positions dans les négociations futures dans le cadre de l'agenda de Doha et devait aussi identifier les enjeux les plus importants pour ces pays dans le cadre des négociations sur les questions de

l'agriculture, de l'accès aux marchés pour les produits non agricoles, les services, la facilitation des échanges et les questions de développement.

Cette réunion de haut niveau a été précédée d'une rencontre des experts, les 23 et 24 novembre, qui se sont penchés entre autres, sur les principales propositions du Cycle de Doha et leurs incidences pour les exportations de l'Afrique. Ils ont également débattu des aspects techniques des formules proposées dans les négociations sur l'agriculture et l'accès au marché pour les produits non agricoles ainsi que des obstacles non tarifaires au commerce.

Après avoir rappelé l'engagement des africains à rester impliquer activement dans négociations du cycle de Doha, qui consacre un engagement politique sans précédent en faveur des préoccupations de développement des pays du sud, les participants à la réunion de Tunis ont lancé un appel à la cohésion et à la solidarité à la fois au niveau politique et technique entre le groupe africain et les groupes de pays en développement. Ainsi, en perspective de la sixième conférence ministérielle, des domaines ont été identifiés qui nécessitent " une recherche approfondie et conjointe " de la part des universitaires, des organisations régionales et internationales etc.

Agriculture

De l'avis de nombreux représentants africains, le cadre de travail sur l'agriculture contenu dans l'accord-cadre du 1er août laisse en suspens beaucoup de questions d'intérêts pour l'Afrique. Si ces questions sont ajoutés aux contraintes qui vont découler de l'introduction de nouveaux éléments tels que " la nouvelle boîte bleue ", les " produits sensibles ", les " produits spéciaux et les mécanismes de sauvegarde spéciale ", la formule étagée etc., on peut aisément comprendre les difficultés auxquelles les pays africains devraient faire face dans la phase de négociation des modalités. Les participants ont ainsi identifié les questions essentielles sur l'agriculture pour essayer d'y proposer des positions communes.

L'accès aux marchés

Se préparant déjà à la phase de modalités, les pays africains envisagent l'élaboration d'une proposition qui devrait intégrer à la fois la formule, les produits sensibles, les produits spéciaux et les mécanismes spéciaux de sauvegarde qui correspondent le mieux aux intérêts de l'Afrique. Le but de cette proposition devrait être d'élaborer plusieurs options auxquelles les négociateurs pourraient se référer dans la phase des modalités, ce d'autant plus que l'accord-cadre du 1er août est resté imprécis sur les paramètres de la formule étagée proposée pour les réductions tarifaires.

La démarche qui à l'heure actuelle semble satisfaire les pays africains est, comme le montre certaines études, de " proposer une formule comportant un élément fort de traitement spécial et différencié opérationnel et substantiel, tout en se conformant à l'accord-cadre sur l'application d'une formule étagée ".

Sur la question de la conversion des tarifs spécifiques en tarifs ad valorem, les négociateurs africains préconisent de chercher la meilleure méthode pour calculer les équivalents ad valorem (AVE) à intégrer dans les formules étagées de réduction tarifaire. C'est pourquoi l'option dégagée est de partir de plusieurs scénarios élaborés à partir de plusieurs méthodes de calculs.

Ils ont en outre abordé la question de préférences commerciales et montré leur importance sur les économies des pays africains avant de demander que les préférences en place soient sauvegardées et que des études soient menées pour évaluer l'impact de l'accès aux marchés sans restriction pour les exportation africaines dans les pays développés.

Soutien interne et subventions à l'exportation

Sur ces deux questions, la démarche des négociateurs africains semble être de s'inscrire dans une posture offensive en proposant pour le premier sujet une période de référence appropriée dans le contexte des engagements de réduction et pour le deuxième une date pertinente qui tienne compte des intérêts des pays africains. Si la fin

toute prochaine des subventions à l'exportation est désormais admise à l'OMC, sa date exacte fera en effet l'objet de vives négociations qui, pour les africains, devrait tenir compte des intérêts des exportateurs africains qui en tireraient avantage et des nombreux autres, importateurs nets de produits alimentaires, qui devraient rencontrer des difficultés.

Coton

Le paquet de juillet ne précise pas si les subventions reçues par les producteurs, en particulier ceux des Etats-Unis, seront " supprimées " totalement ou seulement " réduites ", ni quand cela pourrait se faire. Les pays africains devraient donc faire des propositions concrètes à la fois sur les modalités, les délais et les autres questions liées au coton.

Accès aux marchés pour les produits non agricoles

L'accord-cadre a repris l'annexe B du texte de Derbez, sur lequel les pays en développement avaient émis de nombreuses réserves, en y ajoutant simplement le paragraphe 1 qui visait à donner l'opportunité de tenir des " négociations supplémentaires " sur les détails d'un nombre important d'éléments à savoir la formule à appliquer, le traitement des tarifs non consolidés, la marge de flexibilité pour les pays en développement, la question relative à la participation des composantes des tarifs sectoriels et la questions des préférences. Dans tous les cas de figure, les africains ont souligné l'importance de disposer d'une marge de manœuvre suffisante pour consolider leur processus d'industrialisation, de bénéficier aussi d'un traitement spécial et différencié, ainsi qu'une non-réciprocité totale quelle que soit la formule adoptée dans la phase des modalités.

La question de la marge de flexibilité apparaît comme un atout, un moyen que les Africains vont utiliser pour mettre le traitement spécial et différencié au cœur des négociations. Alors que l'annexe B du texte de Derbez propose une formule non linéaire pour la réduction des droits de douanes, le défis pour les pays africains est de

proposer une formule qui tienne compte à la fois des crêtes tarifaires ainsi que de la progressivité des droits, qui préserve les préférences e faveur de l'Afrique et protège le tissu industriel du continent en accordant un traitement spécial et différencié. D'autres questions ont aussi été soulevées par les représentants africains et ont fait l'objet d'inquiétudes. Il s'agit en particulier de l'approche sectorielle dont ils aimeraient exclure les produits dont l'exportation présente un intérêt majeur pour leurs économies et aussi de la négociations sur les normes sanitaires, phytosanitaires et techniques.

Services

Les inquiétudes dans ce domaine portent sur le très petit nombre de pays africains ayant été capable de faire des offres. Les participants ont reconnu la faiblesse du secteur des services sur le continent ainsi que les contraintes des pays dans les négociations sur les services à l'OMC du fait de la dualité entre des aspects sectoriels et des modes d'offres. S'il est convenu que les pays africains doivent développer leurs secteurs des services, les offres à faire dans le cadre des négociations doivent être assorties de conditions afin de garantir que l'ouverture ne bénéficiera pas seulement de quelques entreprises étrangères qui viendront investir sur le continent.

La facilitation des échanges

Même si au titre de l'accord-cadre du 1er août les membres ont convenu de se lancer dans la facilitation des échanges, les pays africains demandent encore une clarification de certaines questions telles que le lien entre les contraintes en en ressources humaines et financières et les obstacles techniques au commerce, les procédures de certification etc. Les négociations sur la facilitation des échanges ne devraient pas donc se limiter seulement à la question des procédures douanières mais doit englober des aspects plus larges qui vont jusqu'aux infrastructures.

Le gouvernement de Tunisie a pris l'engagement d'organiser une conférence ministérielle sur la facilitation des échanges en 2005.

Sources : rapport Commission économique pour l'Afrique (CEA).

SUR LE FIL

Régime sucrier européen : Le parlement européen se prononce sur le projet de réforme

Trois commissions du parlement européen (Agriculture, Commerce et Développement Durable) se sont réunies le 30 novembre dernier à Bruxelles, pour examiner le projet de réforme du système sucrier de l'Union suite à la récente réforme de la Politique Agricole Commune (PAC). En réunion conjointe, les trois commissions se sont prononcées sur les propositions de réforme de la commission européenne du 14 juillet 2004. Une réforme conciliant le respect des règles de l'OMC et les intérêts divergents de certains pays membres de la communauté européenne et ceux des PED a constitué le nœud gordien des pourparlers.

Le processus de réforme du système sucrier qui devrait commencer en principe en 2005 et aboutir en 2008 tourne autour de trois grands axes : la baisse des quotas de production, la réduction progressive des prix (près de 40%) et l'attribution de compensation aux producteurs de la communauté.

Des positions divergentes sur la réforme

Selon Monsieur Bruno Buffaria, parlant au nom de la commission européenne, " le déséquilibre constaté sur le marché communautaire du sucre est dû à des changements externes ... Nous pouvons maintenir les choses en l'état mais les mécanismes internes d'intervention prévus par l'actuel système aboutiraient à une réduction des quotas de production tant dans les pays en développement que dans toutes les régions européennes." Il ajoute dans la même veine que " si nous maintenons le statu quo nous ne serons pas à même de restructurer l'industrie sucrière et nous n'aiderons ni les PED ni les régions européennes en retard de développement ". Pour lui, seule la réforme aidera au moins les industries les plus compétitives à mener à bien leurs activités. Cette position est cependant battue en brèche par plusieurs représentants eu égard à son caractère radical. Pour

eux, la réforme proposée par la commission n'a guère de souci pour le développement durable du marché du sucre. C'est ainsi que Monsieur Jean Claude Fruteau, rapporteur sur la question, a considéré que la réforme devrait viser à atteindre quatre objectifs : la conformité avec les règles de l'OMC, l'accroissement de la concurrence du marché sucrier, l'assurance de conditions de vies décentes aux betteraviers européens et la contribution au développement des pays pauvres extra-communautaires .

Intervenant sur la question, le professeur Jean François Sneesens de l'université de Louvain, a indiqué que " la commission, dans sa proposition, va plus loin que les règles de l'OMC " parce que contraignant même les Etats membres à des réductions de production sans agir à l'endroit des pays en développement. En termes lapidaires, tous les députés qui se sont exprimés, ont embouché la même trompette que Fruteau en considérant qu'un certain interventionnisme est indispensable dans le marché ainsi qu'une certaine part de réglementation des prix. Le sucre est perçu comme étant le secteur le plus protégé en Europe et la réglementation de celui-ci n'a presque pas changé depuis sa mise en place en 1968. Il constitue le seul secteur qui n'a pas encore été touché par la PAC et le processus de réforme entamé depuis 1992.

La place des PED en particulier des pays ACP dans cette réforme

Pour sa part, Monsieur Derrick Heaven, directeur général de la Sugar Industry Authority of Jamaica, estime que la réforme proposée aura un effet préjudiciable pour les pays ACP dans la mesure où ces derniers ne seront pas en mesure d'exporter leur sucre vers l'UE aux conditions fixées. Plusieurs arguments ont déjà été avancés dans ce sens. Certains estiment en effet que l'OMC n'obligeait pas l'UE à réduire les prix de façon draconienne et immédiate contrairement à la teneur de la proposition.

De surcroît, l'ampleur des réductions de prix, les calendriers de mise en œuvre et le démantèlement des mécanismes d'intervention restent inacceptables parce que constituant une rupture par

rapport aux obligations consignées dans le protocole sur le sucre et une perte de bénéfices considérable aussi bien du point de vue de l'emploi, des investissements, du développement durable, de la sécurité alimentaire, que de la protection et la conservation de l'environnement. Des inquiétudes ont aussi été notées par les PMA concernant les atteintes aux attentes légitimes en matière de préférences commerciales au titre de l'Initiative " Tout sauf les armes ".

A en croire les pays ACP, les propositions de la réforme de la commission européenne avantageront uniquement les utilisateurs industriels du sucre dans l'union européenne et les grands exportateurs de denrées de base. Sous ce registre, M.Heaven martèle : " le seul pays qui sortira gagnant de cette réforme sera le Brésil parce qu'étant le producteur le moins cher au monde et ne compte pas parmi les ACP".

Le Protocole ACP-UE conclu en 1975 et l'Initiative TSA(Tout sauf les armes) signée par les PMA exportateurs de sucre et l'UE, sont au cœur du secteur sucrier. Le protocole relatif au sucre est en effet un accord contractuel autonome dans lequel les deux parties s'engagent à s'acquitter de leurs obligations respectives. Au terme de l'article premier de celui-ci, l'UE " s'engage pour une durée indéterminée, à acheter et à importer, à des prix garantis, des quantités spécifiées de sucre de canne, brut ou blanc, originaire des Etats ACP et que lesdits Etats s'engagent à lui fournir ". L'Initiative TSA quant à elle, a pour la première fois permis aux ACP-PMA d'exporter du sucre sur le marché de l'UE dans le cadre d'un accord-cadre en leur assurant une part équitable et une livraison méthodique des quotas attribués sur le marché européen.

Coton ouest africain : L'Assemblée parlementaire européenne se penche sur le dossier

Le dossier du coton était au menu des discussions lors de la session annuelle de l'assemblée

parlementaire de l'Union européenne tenue du 22 au 27 novembre 2004. Les discussions ont ainsi porté sur les différentes formes de subventions versées aux producteurs de coton, en particulier les soutiens internes et les subventions à l'exportation.

Le démantèlement des subventions agricoles au coton constitue une vieille revendication des pays en développement en particulier des pays africains producteurs de coton. Dans ce sens, des avancées se pointent à l'horizon avec la promesse européenne de répondre positivement aux demandes africaines de réduire leurs subventions au coton. Les pays africains ont ainsi, au cours de cette session annuelle parlementaire, salué les efforts consentis par l'organisation européenne même si, tout reste pour le moment à l'état des promesses. C'est dans ce contexte que le vice-président de l'Assemblée nationale du Mali, Assarid A.G, a soutenu qu'à la suite de l'initiative du président Chirac, l'UE a " proposé de diminuer les subventions internes à la production et de réduire également les subventions à l'exportation. Elle a décidé, en outre, de mettre en place un mécanisme visant à soutenir les efforts des pays africains qui produisent du coton. Si ces dispositions sont appliquées, elles pourront nous aider et aider les paysans de nos différents pays. Je pense que nous pouvons arriver à un accord avec l'UE " a-t-il ajouté.

Par ailleurs, les pays africains ont accueilli avec beaucoup de satisfaction la mise en place d'un sous-comité pour le coton conformément à l'Accord-cadre d'Août dernier. Ceci dans la mesure où la création d'un tel comité permettra de faire progresser les négociations pour la réduction des subventions agricoles sur le coton. Cependant, les pays africains ont déploré le fait que le dossier du coton ne soit toujours pas séparé des négociations agricoles car pour le vice-président malien : " le coton concerne dix millions de personnes en Afrique qui, subissent les conséquences des subventions internes et externes versées aux 25000 producteurs des Etats-Unis. "

Le sous-comité mis en place pour le dossier coton a pour tâche principale de se prononcer sur les

politiques commerciales restrictives du commerce cotonnier dans tous les trois domaines clés des négociations agricoles notamment l'accès aux marchés, les soutiens internes et les subventions à l'exportation. Comme le rappelle le rapport du comité de l'agriculture de l'OMC, le sous-comité veillera à concilier les nécessités du commerce et les questions de développement.

Dans la logique de guerre contre les subventions au coton, à la conférence de Cancun en 2003, quatre pays africains avaient présenté une " Initiative " intitulée : " Réduction de la pauvreté : Initiative sectorielle en faveur du coton ; proposition conjointe du Bénin, du Burkina- Faso, du Mali et du Tchad ". Dans celle-ci les souhaits des pays africains concernant le dossier du coton ont été exprimés. Ils tournaient entre autres sur la possibilité que la question du coton soit traitée de façon spécifique par rapport aux négociations du comité sur l'agriculture.

Source : www.rfi.fr

En visite en Afrique de l'Ouest, Zoellick réitère les positions américaines sur le coton et rappelle les avantages de l'AGOA et du MCA

Le ministre américain chargé des négociations commerciales multilatérales, Monsieur Robert Zoellick, a effectué une visite de travail du 7 au 10 décembre 2004 dans trois pays de l'Afrique de l'Ouest : le Mali, le Bénin et le Sénégal. Cette visite est la concrétisation d'une promesse déjà formulée à l'endroit de ces pays de l'Afrique de l'Ouest, il y'a quelques mois à Genève par le représentant américain.

Au cours de son séjour à Dakar, il a rencontré des parlementaires, des agriculteurs et des chefs d'entreprise lors d'une réunion qu'il a co-présidée avec le ministres de l'Agriculture et celui du commerce ; respectivement Messieurs Habib Sy et Mamadou Diop Decroix. La réunion a donné lieu à

un point de presse au cours duquel il a abordé plusieurs question-clés en discussion dans le cadre des négociations commerciales multilatérales.

Il est ainsi revenu sur la lancinante question du coton, le Millenium Challenge Account (MCA) et sur l'AGOA.

Parlant de la question du coton, Zoellick a considéré que le coton, contrairement aux revendications des pays africains producteurs, ne peut être traité de façon spécifique à l'OMC dans la mesure où " il y'a des pays qui sont intéressés par le coton, d'autres par le soja et des biens de service. Donc l'Afrique ne peut pas sortir le coton du lot, il faut qu'elle fasse des négociations d'ensemble ". Selon lui, eu égard au nombre pléthorique des produits à prendre en considération par l'Organisation Mondiale du Commerce, c'est presque une utopie de vouloir traiter de manière spécifique le problème du coton par rapport aux négociations agricoles. Il a cependant salué les avancées connues dans le traitement de ce dossier avec la mise en place récente du sous-comité du coton au niveau de l'OMC.

Abordant le Millénium Challenge Account, le représentant américain, tout en mettant en exergue les perspectives intéressantes de cette initiative américaine, note que : " ...pour une utilisation judicieuse de l'aide, les USA sont désormais attentifs sur la manière dont cet argent est dépensé. C'est pourquoi dans le cadre du MCA, l'accent est mis sur des pays qui ont des objectifs définis par la Banque Mondiale. Comme le Sénégal est éligible, les USA travaillent actuellement avec le gouvernement pour la finalisation de ces négociations afin qu'en 2005 l'argent puisse commencer à venir pour appuyer les programmes de développement. "

L'AGOA a constitué un des points de discussion de la réunion de Dakar. En effet, du point de vue du Ministre américain, les exportations de textiles en provenance de l'Afrique subsaharienne vers les USA, du fait de l'AGOA, ont considérablement augmenté avec un pourcentage de 3,3% par rapport à 2003. Toutefois, selon Zoellick, les pays africains

gagneraient à être plus compétitifs dans cette filière des textiles en raison de l'élimination définitive à partir de 2005 des quotas avec la caducité imminente de l'Accord sur les textiles et les vêtements.

La loi sur la croissance et les opportunités en Afrique plus connue sous son acronyme AGOA est promulguée il y'a quatre ans et offre aux pays africains qui en sont bénéficiaires l'accès en franchise de douanes et sans contingent au marché américain. En 2003, les exportations des pays africains au titre de l'AGOA vers les USA ont augmenté de 55%. Trente sept pays parmi lesquels ceux qui ont été visités par le représentant américain, sont déjà bénéficiaires de ce programme.

Quant au MCA, c'est un vaste projet d'aide aux pays en développement auprès d'une agence américaine la Millenium Challenge Corporation. Cette dernière exige entre autres conditions des pays bénéficiaires, qu'ils libéralisent leurs économies et qu'ils facilitent l'accès de leurs marchés aux investisseurs étrangers. Elle réclame par ailleurs de ces pays qu'ils mettent en œuvre des réformes politiques dans le sens de la démocratisation. C'est au cours d'un discours prononcé par le président des USA, Georges Bush, à Monterrey au Mexique, le 22 mars 2002 que la création de cette nouvelle agence a été décidée.

Sources : Notes ENDA

Accès aux médicaments : Le Sénégal pourra bénéficier de licences obligatoires de la France

Après le Canada et la Norvège, la France va transposer dans sa législation l'Accord sur l'accès aux médicaments génériques intervenu le 30 août 2003 à l'Organisation mondiale du commerce (OMC) :

<http://www.ictsd.org/africodev/edition/synthese/03-08/nouvellesdel%27omc.htm>.

C'est le ministre de la santé, Philippe Douste-Blazy, qui l'a annoncé au Président sénégalais Abdoulaye Wade le 22 novembre dernier lors d'une visite officielle à Dakar. Lorsque cette transposition sera achevée, la France pourra délivrer des licences obligatoires pour permettre à des fabricants de produire, pour les pays en développement, des copies des médicaments couverts en France par des brevets. C'est cette possibilité qui vient d'être offerte au Sénégal.

Le texte du projet de loi français est prêt et pourrait être soumis au Parlement dès le mois de janvier 2005, a précisé le ministre. Il ne limite ni les pathologies, ni les médicaments, ni les pays éligibles, y compris s'ils ne font pas partie des 148 membres de l'OMC. De plus, dans ce projet de loi, des organisations non gouvernementales pourraient aussi solliciter une licence obligatoire, aux côtés des pays devant en bénéficier.

C'est qui pousse le ministre français, Philippe Douste-Blazy, à qualifier de " généreuse " la transposition française de cet accord. Là où le Canada a limité le mécanisme à certaines maladies graves et aux pays les plus pauvres, la France n'a pas ajouté de bornes à une procédure déjà complexe. Le texte propose de plus la possibilité de faire sauter plusieurs brevets en une seule fois, afin d'autoriser la production des combinaisons de médicaments à prise unique.

Dans la même veine, la Commission européenne a proposé, le 29 octobre, un règlement - s'appliquant donc directement dans les 25 Etats membres - "visant à permettre aux fabricants de médicaments génériques de produire des médicaments brevetés en vue de l'exportation vers les pays dans le besoin ne possédant pas de capacités de production suffisantes".

Pour rappel, le paragraphe 6 de la déclaration de Doha reconnaissait que "les membres de l'OMC ayant des capacités de fabrication insuffisantes ou n'en disposant pas dans le secteur pharmaceutique pourraient avoir des difficultés à recourir de manière effective aux licences obligatoires". La prise de conscience de l'impact du sida et des

autres maladies infectieuses, qui provoquent ensemble chaque année 10 millions de morts dans le tiers-monde, s'était traduite, lors de la conférence interministérielle de l'OMC, à Doha (Qatar) en novembre 2001, par une déclaration sur l'accord sur la propriété intellectuelle, dit accord sur les "ADPIC". Elle réaffirmait le droit des Etats membres "de protéger la santé publique et, en particulier, de promouvoir l'accès de tous aux médicaments", notamment en recourant aux licences obligatoires, par lesquelles un Etat passe outre un brevet et autorise la fabrication de médicaments jugés nécessaires.

Sources : Le Soleil, Le Monde

EVENEMENTS

Cette rubrique présente une liste de réunions concernant le commerce et le développement durable. Elles se tiendront dans les différents organes de l'OMC ou dans d'autres organisations au cours du mois à venir. Pour avoir plus d'informations sur les prochaines rencontres relatives au commerce et au développement durable, veuillez consulter le calendrier de l'ICTSD sur le site : <http://www.ictsd.org/cal/index.htm>

10-14 janvier 2005 Port Louis, Île Maurice: RÉUNION INTERNATIONALE POUR LA RÉVISION DÉCENNALE DU PROGRAMME D'ACTION de la BARBADE POUR LE DÉVELOPPEMENT DURABLE DES MICROS ETATS INSULAIRES EN DEVELOPPEMENT (MEIED). La conférence sera un examen décennal de l'application du Plan d'Action de la Barbade (PAB). Le PAB a consisté en des actions spécifiques et des mesures aux niveaux national, régional, et international pour un développement durable des Micro- Etats insulaires en développement. Pour plus d'informations, contactez Diane Quarless, UNDSO, Unité SIDS, tel: +1-212-963-4135; télécopie: +1-917-367-3391; email: Mauritius2004@sidsnet.org; internet: <http://www.un.org/esa/sustdev/sids/sids.htm>

13-14 janvier "Development Effectiveness in fragile States : The road to implementation ", forum à haut niveau organisé par le comité d'aide au développement, la commission européenne, PNUD et la Banque mondiale, sous les auspices du département pour le développement international du Royaume Uni, Londres. Pour plus d'informations voir www.wto.org

17-19 janvier Réunion d'experts de la CNUCED sur les aspects des services professionnels et des réglementations relatifs au commerce et au développement, Genève, Suisse. Pour plus d'informations voir www.wto.org

18-20 janvier 2005 Ahmedabad, Inde
ÉDUCATION POUR UN FUTUR DURABLE. Le Centre pour l'éducation dans le domaine environnemental, Ahmedabad, Inde, en partenariat avec le Gouvernement de l'Inde, du PNUD et de l'UNESCO, organiseront une conférence sur " l'Éducation pour un futur durable " ; une conférence internationale pour inaugurer le lancement de la décennie des nations unies de l'éducation pour un développement durable (DNUEDD). La conférence sera organisée autour de 19 ateliers thématiques. Pour des informations supplémentaires, contactez ESF, tel: +91-79-26858002; télécopie: +91-79-26858010; email: esf@ceeindia.org; Internet: <http://www.ceeindia.org/esf/index.htm>

24-25 janvier 2005 Porto Alegre, Brésil
SYNDICATS, MONDIALISATION ET DÉVELOPPEMENT - DROITS FONDAMENTAUX ET CAPACITÉS DES OUVRIERS.
Un atelier sera organisé avant le Forum Social Mondial (FSM) à Porto Alegre en vue de créer une synergie avec les participants au FSM. Une attention spéciale sera mise sur les thèmes suivants: les syndicats et les accords commerciaux bilatéraux et régionaux; les syndicats, les documents stratégiques de réduction de la pauvreté et les institutions financières internationales entre autres. Pour plus d'informations et propositions à soumettre contactez, Verena Schmidt, GURN, Unité d'informations et de la Recherche; tel: +41 22 799 74 48; télécopie: +41 22 799 65 70; email: researchnet@ilo.org.

24-28 janvier 2005 New York, USA, septième session du groupe de travail sur le droit des sûretés, Commission des nations unies pour le droit commercial international (CNUDCI). Pour plus d'informations voir le site de la commission.

26-30 janvier Réunion annuelle du World economic forum, Davos, Suisse. Pour plus d'informations voir www.wto.org

26-31 janvier 2005 Porto Alegre, Brésil: FORUM SOCIAL MONDIAL 2005. Le Forum Social Mondial. Plus de 1900 événements ont déjà été enregistrés pour le FSM 2005. Pour des informations supplémentaires voir Internet.

7-8 février 2005 Londres, Angleterre: LE TOURISME MONDIAL AU 21ST SIÈCLE: LES RISQUES ENVIRONNEMENTAUX, SOCIAUX ET COMMERCIAUX. Organisée par la Maison Chatham en partenariat avec le Conseil du Tourisme et du voyage international, cette conférence analysera l'impact de tourisme sur les pays de destination et examinera les menaces potentielles de l'industrie touristique. Pour plus d'informations, contactez Dino Ribeiro, tel: +44 (0)20 7321 2045; Télécopie: +44 (0)20 7321 2045; email: Dribeiro@chathamhouse.org.uk; Internet: <http://www.chathamhouse.org.uk/index.php>

PUBLICATIONS

En français

Banque mondiale, Global Economic Prospects 2005: Trade, Regionalism and Development 182 pages, Novembre 2004. Ce rapport présente la position de la BM sur l'économie mondiale. Il analyse la dynamique de l'économie mondiale à court terme et les perspectives à long terme des politiques de réduction de la pauvreté dans le monde. Le rapport examine par ailleurs les questions liées aux accords de commerce régionaux.

BERD (Banque européenne de reconstruction et de développement) : Rapport annuel 2003 ; il présente

quelques-uns des plus importants projets de l'année dernière et montre comment la banque répond à l'évolution des besoins de la région, mai 2004

CEA (communauté économique pour l'Afrique) : synthèse du rapport sur la gouvernance en Afrique de 2005

CEA, état de l'intégration régionale en Afrique. Une étude complète sur les actions menées dès le début par les populations, les gouvernements et les institutions, jusqu'à la création de l'UA en 2000. Pour plus d'informations voir : www.uneca.org

Cnuced, Rapport sur l'investissement dans le monde 2004. Il traite des courants des investissements étrangers directs (IDE) et examine les changements en faveur des activités de services, particulièrement les services extraterritoriaux. 22/09/2004
<http://www.unctad.org>.

D. Brunelle, C. Deblock-Fides : L'ALENA, le libre échange en défaut, décembre 2004. Voir www.eyrolles.com

Hervieu Bertrand (dir.); Allaya Mahmoud (coord.). Agri.Med, Rapport annuel 2004 6ème édition: agriculture, pêche, alimentation et développement durable dans la région méditerranéenne. Paris : CIHEAM, 2004. 292 p.

John Kenneth Galbraith : Les mensonges de l'économie : " vérité pour notre temps ", novembre 2004.
Pour plus d'informations voir : www.eyrolles.com

Juan Marchetti : Participation des PED aux négociations sur les services menées à l'OMC, juin 2004, 43 pages.

Marion Jansen et Roberta Pierpartini, l'incidence du mode 4 sur le commerce des biens et des services menés à l'OMC, juin 2004, 23 pages.

UE : Note d'information au collège de MM. Lamy et Nielson sur les progrès dans les négociations APE, Commission européenne, 21 octobre 2004

En anglais

A capacity approach to trade and sustainable development: using sen's conception of development to re-examine the debate. By Aaron Cosbey, International Institute for Sustainable Development, November 2004. This paper takes the thinking of Nobel laureate Amartya Sen and uses it to fashion a comprehensive new definition of sustainable development. It then asks how trade and trade liberalization might contribute to sustainable development so defined, surveying a complex web of potential impacts. It draws important lessons for civil society, developing countries and the WTO negotiations from the analysis. The paper is available at <http://www.iisd.org/publications/publication.asp?no=661>

A new world map in textile and clothing. By the Organization for Economic Cooperation and Development (OECD), December 2004. This paper argues that while large players such as China stand to gain from the post-quota textile market, winners over time will be those -- whether large or small -- who master the logistics of the marketplace. They will manage costs, of course, but just as crucially, will be able to find quality orders to short deadlines. The report also suggests a policy framework to help deal effectively with such changes, as well as to capitalise on the trade opportunities that are being created through improved market access. A related policy brief from October 2004 is available at <http://www.oecd.org/dataoecd/43/14/33824605.pdf>

Bilateral investment treaties and development policy making, By Luke Eric Peterson, International Institute for Sustainable Development, November 2004.

This paper looks at the impacts of bilateral investment treaties -- of which there are now over 2,000 -- on development-oriented policy making. It

assesses the major elements of concern in the various formulations of key obligations, and the types of desirable policies they might prevent. The paper is available at http://www.iisd.org/pdf/2004/trade_bits.pdf

De Bjorn Lomborg, ***Global Crisis, Global solutions*** ; Cambridge university press ; novembre 2004. Voir www.eyrolles.com

Geert Laporte, ***Changes on EU foreign policy: implications for southern africa and the ACP,*** conference paper, november 2004

Uneca Various documents on the high level Brainstorming meeting for African trade negociators in Tunisia, November 2004, www.uneca.org

Retrouvez les informations sur les archives de **PASSERELLES, SYNTHESE MENSUELLE SUR LE COMMERCE ET LE DEVELOPPEMENT DURABLE** sur le site internet d'ICTSD <http://www.ictsd.org/africodev/>
PASSERELLES, SYNTHESE MENSUELLE SUR LE COMMERCE ET LE DEVELOPPEMENT DURABLE © est produit par ICTSD et ENDA Tiers Monde.

Responsables de publication : Taoufik Ben Abdallah (ENDA) et Christophe Bellmann (ICTSD)
Rédaction : Cheikh Tidiane DIEYE (dieye3@hotmail.com), El Hadji Abdourahmane DIOUF (ediouf@ictsd.ch) Bathie Ciss (cissbathietc@yahoo.fr) et Josiane Ramos (jramos@ictsd.ch).

Merci de faire circuler et de diffuser largement ce bulletin dans vos propres réseaux. Des extraits de cette publication peuvent être utilisés dans un but non lucratif à condition d'en citer l'origine.

Cette publication est produite grâce au soutien financier de la Direction du Développement et de la Coopération suisse (DDC)

Pour vous abonner, envoyez un courrier électronique à l'adresse suivante : passerelles@ictsd.ch. Dans la ligne « Objet », écrivez simplement: subscribe
Pour vous désinscrire, envoyez un courrier électronique à l'adresse suivante : passerelles@ictsd.ch. Dans la ligne « Objet », écrivez simplement : unsubscribe